

en vue de produire un manuel sur les travaux en matière de politiques pour l'Afrique et le Canada. Il se pourrait aussi qu'il élabore un programme de formation sur la recherche et la promotion en matière de politiques inspiré du programme de formation du Jesuit Centre intitulé *Naming the Moment* qui porte sur l'analyse sociale au Canada.

La Société asiatique des partenaires (SAP) se repositionne en vue d'être un lieu de convergence de tous les groupes au Canada qui s'intéressent au développement humain durable en Asie du Sud, y compris les activistes de l'action sociale, les collectivités d'immigrants, les universitaires et les ONG. Elle s'emploiera à recueillir une information, à se renseigner et à mener des activités pour sensibiliser le public aux enjeux et prôner l'adoption par le Canada de politiques convenables à l'égard de l'Asie du Sud. Elle se dote actuellement des moyens nécessaires pour jouer ce rôle. La SAP parraine chaque année deux ou trois forums sur des questions qui intéressent l'Asie du Sud. Ces forums portent tantôt sur un pays donné tantôt sur un thème comme les droits de la personne, l'égalité des sexes et les droits de l'enfant. La SAP vise à faire participer les planificateurs des politiques et les décideurs à cette démarche, qui est appelée à prendre de l'importance dans l'avenir.

L'Initiative de Halifax, que nous avons déjà décrite dans les sections sur le développement durable et le commerce et l'investissement, s'emploie à réaliser une réforme fondamentale des institutions de Bretton Woods et notamment à promouvoir une régie démocratique, la transparence, la décentralisation du processus décisionnel, l'implication de la collectivité, la participation intégrale et transparente du public et la reddition de comptes intégraux au public. Ses responsables ont réussi à tenir des consultations périodiques avec le ministère des Finances, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et l'ACDI afin d'échanger des points de vue sur ces enjeux.

La Coalition de l'APEC, dont il a été fait mention à la section 8 ci-dessus, s'emploie à ouvrir les discussions commerciales de l'APEC aux ONG.

Le Bangladesh-Canada Policy Education Program, financé par la Direction générale de l'Asie de l'ACDI, est un exemple intéressant de coopération inter-agences en matière de recherche et de dialogue sur les politiques. Il regroupe deux ONG canadiennes, Inter Pares et CUSO, et quatre organisations du Bangladesh au sein d'un programme de recherche sur les politiques dans un certain nombre de domaines y compris la réforme agraire, la santé et la population et les droits des peuples autochtones. Les groupes participants travaillent ensemble et s'entraident pour élaborer leur analyse des enjeux critiques dans ces domaines. La recherche